

Renault, infirmières, fonction publique...



PN



AFP/Eric Fefeborg

A gauche, un piquet de grève devant l'entrée principale de Renault-Cléon. A droite, la manifestation du 24 octobre à Paris.

Faisons rendre gorge à Mitterrand!

26 octobre - Le tract que nous reproduisons ci-après, daté du 19 octobre, a été distribué la semaine suivante aux grévistes de Renault-Cléon, aux travailleurs de plusieurs entreprises des régions rouennaise et parisienne et des usines Renault de Flins et du Mans, ainsi qu'à la manifestation des infirmières du 22 et aux manifestations du 24. Nous l'avons également diffusé aux universités de Rouen et de Saint-Denis, dans des meetings de la « campagne de débats » du PCF et sur plusieurs marchés « immigrés ».

Notre titre « Faisons rendre gorge à Mitterrand ! » résumait bien l'opinion et la détermination combative de beaucoup de travailleurs. A Renault-Flins, un ouvrier maghrébin s'exclama en prenant notre tract : « Oui, il faut le prendre à la gorge ! » Réactions similaires au Mans. Un certain nombre d'ouvriers maghrébins de Billancourt ont été transférés dans l'usine Renault de cette ville; ils ont joué un rôle actif dans les dernières mobilisations. Lors de la manifestation du 24, où retentissait le mot d'ordre « Cléon, Le Mans même combat ! », un ouvrier « français », parlant de ces travailleurs, dira à un de nos camarades : « C'est bien, ils nous ont envoyé les plus combattifs. C'est bien, on est tous dans la rue aujourd'hui. »

En dix ans et avec la complicité active

des directions réformistes du PCF, du PS et des syndicats, les gouvernements Mitterrand successifs ont effectué le « sale boulot » pour lequel la bourgeoisie leur avait confié les rênes du pouvoir : réussir là où Giscard-Barre avaient échoué en imposant une austérité antiouvrière draconienne. Mais aujourd'hui le régime Mitterrand est visiblement à bout de course. Les maîtres du capital s'inquiètent de ce que leur gouvernement pourrait être brisé par la nouvelle poussée des luttes ouvrières. La droite parlementaire, qui affiche bruyamment un programme de revanche sociale et raciste, se prépare à la relève, tandis que les bandes fascistes du Front national, qui se nourrissent de la décomposition accélérée du régime, se tiennent en réserve du capital.

Il est plus urgent que jamais de briser le cycle infernal « gauche »-réaction. Au cours de la nécessaire lutte pour faire rendre gorge à Mitterrand, les éléments les plus avancés de la classe ouvrière et de la jeunesse doivent comprendre l'impérieuse nécessité d'une perspective révolutionnaire - celle d'un gouverne-

ment ouvrier - et d'un parti qui combatte pour un tel programme. Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout !

19 octobre - Alors qu'à nouveau les infirmières font preuve jour après jour de leur détermination grandissante, les ouvriers de Renault-Cléon entrent avec force à leur tour en lutte - pour les 1 500 francs. Leur grève massivement suivie, avec des piquets qui bloquent l'entrée et la sortie des camions, pose avec urgence la question immédiate de son élargissement à tout le groupe Renault, menacé de lock-out par l'Etat-patron et où se succèdent depuis plusieurs jours des débrayages massifs. La tâche d'une direction résolue de la grève, un comité de grève, serait d'organiser l'envoi de délégations dans les autres usines du groupe pour les mettre en grève. Leur victoire serait une victoire de tous les travailleurs !

Avec les mobilisations ponctuelles que viennent de connaître les docks ou les arsenaux, de puissants bastions ouvriers de l'industrie sont en train de rejoindre le combat du secteur public contre la bru-

talement et arrogante politique d'austérité de ce gouvernement à la botte de la bourgeoisie. La rage des travailleurs contre le gouvernement Mitterrand éclate : « Mitterrand, assassin », « Durieux, démission », scandaient les infirmières jeudi dernier à Paris. Evin, ancien ministre venu chercher des voix à Saint-Nazaire en septembre dernier, a fait les frais de cette colère ouvrière : « Il a pas honte de venir là, ce mec-là. Putain, j'aurais une 12,7... », lâche un ouvrier des Chantiers de l'Atlantique. Un autre lui crie : « On vous voit seulement quand y'a des élections [...]. Pour te rassurer, je vais te dire, dimanche, je ne voterai pas à droite, je voterai blanc » (Libération, 21-22 septembre). Une grève de Renault pourrait servir d'étincelle non seulement à une grève dans toute l'automobile (qui est une des principales cibles des attaques antiouvrières et anti-immigrées) mais à une explosion sociale.

Encouragé par la victoire impérialiste dans le Golfe et par la montée de la contre-révolution en URSS et dans les pays de l'Est, Mitterrand accentue sa guerre ici contre les travailleurs. Une guerre qui n'est que le corollaire de la guerre économique qu'il mène (à grand renfort de chauvinisme puant et de racisme antijaponais) contre les concurrents capitalistes de la bourgeoisie française. Des milliers et des milliers d'ouvriers - principalement des femmes, des jeunes et des « immigrés » - sont jetés sur le pavé, s'ajoutant aux quelque trois millions de chômeurs. La moindre revendication ne rencontre que mépris, refus et répression.

Dans la Fonction publique, les proposi-

Suite page 2

Renault-Cléon: la voie pour gagner



Mitterrand...

Suite de la page 1

tions du gouvernement sont si minables qu'elles sont rejetées comme une provocation par les centaines de milliers de travailleurs de ce secteur dont le pouvoir d'achat a été sérieusement amputé. Et à peine la grève de Renault-Cléon démarrée-t-elle que sont menacés de sanctions une dizaine de grévistes (deux d'entre eux - dont un délégué CGT - sont même menacés de licenciement !) Nous exigeons : *Annulation immédiate de toutes les sanctions !*

Aux infirmières qui, fortes d'un large soutien populaire, manifestent pour leurs salaires, la reconnaissance de leurs qualifications et des effectifs, Mitterrand répond avec... ses flics ! Jeudi dernier, ces chiens de garde du capital blesseront huit infirmières et infirmiers à Paris. Les infirmières, ainsi que tout le personnel hospitalier, doivent cesser immédiatement et totalement le travail ! La responsabilité de cette situation incombe entièrement au gouvernement qui « rentabilise », aussi, la santé.

Pour briser la résistance de ce gouvernement prêt à tout pour défendre les profits capitalistes (et d'autant plus brutal qu'il se sait en bout de course et vulnérable), il faudra bien plus que des luttes revendicatives « ordinaires ». Dans toutes les luttes qui éclatent actuellement, ce sont les mêmes revendications : augmentation massive des salaires, emploi, conditions de travail. Aujourd'hui s'accumulent les ingrédients d'une nécessaire contre-offensive généralisée des travailleurs. Le gouvernement Mitterrand, largement discrédité, est entré depuis plusieurs mois dans une crise d'agonie. Nous devons nous engouffrer tous dans la brèche pour lui faire rendre gorge. Et pour gagner, nous aurons besoin du soutien et de la mobilisation de larges secteurs de la population, parmi les jeunes (et en tout premier lieu les fils et filles d'« immigrés »), les étudiants, les paysans.

Aujourd'hui, sous la pression d'un retour en force de la mobilisation ouvrière, FO et la CGT appellent - après bien des réticences et des manœuvres d'appareil - à une grève nationale pour le 24 octobre. Les bureaucraties syndicales font tout pour que ce soit une journée sans lendemain. Les travailleurs doivent tout faire pour que le 24 octobre devienne un tremplin pour une véritable grève générale contre l'austérité ! Une mobilisation de cette ampleur et de cette puissance poserait nécessairement la question de qui est le maître dans ce pays : la bourgeoisie ou la classe ouvrière.

Non à la collaboration de classes ! Pour une direction lutte de classe !

Ce qui manque principalement aux travailleurs, ce n'est ni l'exaspération ni même la volonté de combattre mais une direction - un parti ouvrier révolutionnaire - qui prépare, organise et coordonne, qui formule des objectifs clairs dans lesquels les travailleurs puissent massivement se reconnaître et reprendre confiance. C'est-à-dire une direction bien déterminée à mener les luttes à la victoire.

Avec leur soutien (plus ou moins « critique ») à Mitterrand, les directions ouvrières actuelles, engagées jusqu'au cou dans la collaboration de classes, ont année après année serré les freins, mené les luttes à la défaite et démoralisé les travailleurs.

Il y a un indicateur révélateur de l'état de la classe ouvrière, celui du taux de syndicalisation qui est passé de 22,3 en 1970 à 12 % en 1988. La désindustrialisation et la répression antisyndicale (62 000 délégués licenciés en six ans selon la CGT - 30 par jour !) expliquent en partie ce phénomène dramatique. Mais une grande partie des ouvriers et employés qui ont quitté les rangs des confédérations ou qui ne les ont pas rejointes l'ont

fait écœurés par les compromissions des différentes bureaucraties avec le gouvernement. FO avec sa « politique contractuelle », la CFDT qui a prôné la « solidarité » pour justifier le gel des salaires et la CGT qui s'est jetée à corps perdu dans les « nouveaux critères de gestion » pour participer à la gestion des entreprises nationalisées. Et combien de luttes dévoyées, de grèves brisées depuis 1972 au nom du « débouché politique » : l'Union de la gauche.

Bien loin d'être un quelconque « pas en avant » pour la classe ouvrière, l'Union de la gauche et les gouvernements Mitterrand ont fait et continuent à faire le « sale boulot » (comme l'a dit l'ex-premier ministre Fabius) pour la bourgeoisie. En aliénant l'indépendance de la classe ouvrière, cette coalition entre une partie de la bourgeoisie et les partis ouvriers réformistes (PS et PCF) a pu imposer aux travailleurs les plans d'austérité qui sont nécessaires au patronat pour protéger et accroître ses profits au milieu de la crise internationale du capital et de l'exacerbation des concurrences interimpérialistes. Il n'y a rien de surprenant à ce que Raymond Barre vienne, encore une fois, apporter son soutien à Mitterrand contre ce qu'il appelle la « montée des corporatismes ».

La Ligue trotskyste, qui - à la différence des LCR, LO et autres PCI - n'a jamais appelé les travailleurs à voter Mitterrand, dit : Il faut rompre avec Mitterrand ! Il faut rompre aussi avec la politique de collaboration de classes. Le PCF, tout comme la LCR, n'a rien d'autre à proposer qu'un nouveau 81, coloré plus « à gauche » : un nouveau piège pour les travailleurs.

Il faut aussi que les syndicats sortent des conseils d'administration, des Conseil économique et social, Commissariat au plan et autres structures d'intégration des syndicats dans l'Etat bourgeois. Une telle intégration fait des syndicats des instruments auxiliaires du capital pour enchaîner les travailleurs au char de « la France » impérialiste dans la guerre commerciale qui l'oppose à ses concurrents. L'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat bourgeois ne peut être assurée que par une direction combattant sur un programme lutte de classe - pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier. C'est sur un tel programme que nous combattons pour construire le parti révolutionnaire, clef des victoires du prolétariat.

Pleins droits de citoyenneté pour les « immigrés » !

La trahison des luttes et la désyndicalisation sont particulièrement dévastatrices dans les industries où les « immigrés » (peut-on encore parler d'immigrés après des dizaines d'années de résidence dans ce pays ?), les travailleurs arabes et africains noirs sont au cœur de la production. Aujourd'hui, à nouveau, une usine Renault est en lutte. La direction de Renault-Cléon s'abrite derrière la direction nationale de la Régie Renault, seule susceptible de « négocier » sur la revendication de 1 500 francs d'augmentation de salaire. En fait, c'est Matignon et l'Elysée qu'il faut faire céder.

Cette grève doit s'étendre au moins à toute la Régie et particulièrement à Flins. Renault-Flins, c'est l'unité de production qui rassemble des milliers et des milliers d'ouvriers « immigrés » en grande majorité maghrébins. En pleine guerre du Golfe, alors que Mitterrand et les autres impérialistes menaient leur sale agression néo-coloniale contre l'Irak, ces ouvriers (cibles du plan raciste Vigipirate) ont mené, unis dans la lutte avec leurs camarades français, plusieurs dizaines de dé-

brayages sur les conditions de travail et contre des mesures de répression.

Mais ces ouvriers gardent aussi doulousement en mémoire leur lutte de 1983, quand le ministre Mauroy « à participation communiste » les a vicieusement attaqués en les dénonçant comme étant manipulés par les « ayatollahs ». Ils ont aussi en tête leurs frères de Talbot trahis en 1984.

Pourtant, en 1982, après l'élection de Mitterrand, les ouvriers « immigrés » des usines Citroën-Peugeot-Talbot, où régnaient les nervis patronaux de la CFT-CSL, se mirent en lutte et revendiquèrent leur droit à rejoindre (sans risque d'être retrouvés inanimés sur un parking d'usine) un syndicat ouvrier - la CGT. Mais en 1983-84, les grévistes de Talbot, qui luttaient contre leur licenciement, furent honteusement abandonnés par les dirigeants CGT et, finalement, livrés aux flics de Mitterrand par les bureaucrates locaux de la CFDT aidés par la LCR de Krivine.

Aujourd'hui, les enfants de ces ouvriers se retrouvent exclus du monde du travail et soumis comme leurs parents à la répression et à la ségrégation racistes. Le devoir des organisations ouvrières, et en particulier des syndicats, est d'écrire en lettres de feu sur leurs bannières la défense des Arabes et Africains noirs contre les attaques racistes. *Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs « immigrés » et leur famille ! Mobilisations ouvrières/« immigrées » contre les provocations fascistes et la terreur raciste ! Défense des ghettos basée sur des comités de quartier, avec participation et s'appuyant sur les syndicats !*

Ce n'est qu'en luttant pied à pied sur un tel programme que le mouvement ouvrier pourra unifier dans un même combat toutes ses composantes. Mais les travailleurs doivent aussi combattre le poison du chauvinisme. Le lendemain même du déclenchement de la grève de Cléon, *l'Humanité* (18 octobre) fixait pour objectif à la lutte de Renault d'empêcher le Japon et « d'imposer les moyens d'un développement dynamique de l'industrie automobile française »... « Produisons français » ne fait que détourner la colère des travailleurs contre leurs frères de classe des autres pays (y compris ceux qui ont immigré en France) et les enchaîner à la défense des intérêts de leur véritable ennemi : la bourgeoisie française et son gouvernement.

Contre le chômage et les salaires de misère !

Pour combler le trou béant de l'austérité, il faut arracher des augmentations massives de salaires. Il faut imposer l'échelle mobile des salaires qui augmente la paye en suivant l'inflation calculée sur l'indice syndical.

Il y a 3,5 millions de chômeurs. Dans le même temps, la productivité augmente. D'un côté, les salaires sont maintenus au niveau le plus bas possible et, de l'autre, les cadences s'accroissent. Des centaines de milliers de jeunes sont livrés au chômage ou à la précarité des « petits boulots » institutionnalisés. *A travail égal, salaire égal !* Il faut imposer l'embâche et la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières - échelle mobile des heures de travail ! *Pas un seul licenciement ! Intégration et syndicalisation des intérimaires !*

La grève c'est l'arrêt total de la production !

La grève est l'arme élémentaire des travailleurs. Pour stopper totalement la

production, il faut organiser de solides et massifs piquets de grève qui rallieront les hésitants pour les intégrer à la lutte, qui protégeront la grève face aux flics de Mitterrand et qui interdiront l'entrée aux jaunes et à la maîtrise. C'est sur la base de véritables piquets que la grève peut être étendue à d'autres unités et à d'autres entreprises.

La direction de la CGT, qui n'a aujourd'hui rien à « offrir », invoque une prétendue « démocratie » pour ne pas avoir à avancer de mots d'ordre et consignes d'action - une « démocratie » derrière laquelle, sans contrôle, elle peut continuer ses manœuvres et autres tractations (comme aujourd'hui à Renault avec le cartel syndical). Il faut que dans des assemblées générales de grévistes soient débattues et décidées en toute connaissance de cause, vraiment démocratiquement - c'est-à-dire après discussion des diverses positions en présence et à la majorité - toutes les questions relatives à la grève.

Sur cette base, les grévistes élisent la direction de leur lutte : un comité de grève responsable devant l'assemblée générale et révocable à tout moment.

Pour un gouvernement ouvrier !

Avec l'effondrement des régimes staliens à l'Est, la bourgeoisie et la social-démocratie (avec dans son sillage la LCR montée aujourd'hui en URSS sur le char du contre-révolutionnaire Eltsine) ont cru pouvoir célébrer « la mort du communisme » et enterrer la lutte des classes. Aujourd'hui, à nouveau, la lutte des classes leur éclate en pleine figure.

Le gouvernement Mitterrand est aux abois mais défend bec et ongles les intérêts du capitalisme. Toute lutte ouvrière conséquente devient une lutte politique qui réclame une direction de lutte de classe. Pour vaincre, les militants du mouvement ouvrier doivent donc se débarrasser des bureaucrates complètement gangrenés par la collaboration de classes pour construire un parti ouvrier révolutionnaire. Un tel parti se battra pour un gouvernement ouvrier d'expropriation du capitalisme pour en finir une fois pour toutes avec ce système social qui transforme l'énorme richesse du travail ouvrier en misère.

- Augmentation massive des salaires ! Piquets de grève de masse ! Comités de grève élus ! Extension de la grève de Cléon à tout Renault ! Engouffrons-nous dans le sillage de Renault !
- Pas un seul licenciement ! Echelles mobiles des salaires et des heures de travail !
- Mobilisations ouvrières/« immigrées » contre la terreur et la ségrégation racistes ! Pleins droits de citoyenneté pour les « immigrés » et leur famille !
- Dix ans de Mitterrand, ça suffit ! Pour un gouvernement ouvrier !

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Suzanne Girard, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault.

REALISATION: François Donau. REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance.

DIFFUSION: Jean-Luc Etchart. DIRECTEUR DE PUBLICATION:

William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévick, BP 135-10

75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Routage de Paris

5, chemin des Fruitiers

93200 La Plaine-St-Denis

Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

POUR CONTACTER LA LTF

Paris

Le Bolchévick
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél: 42 08 01 49

Rouen

Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél: 35 73 74 47

Lyon

Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

Renault-Cléon: la voie pour gagner

26 octobre - A l'approche de Renault-Cléon, dans la région rouennaise, on voit, de loin, s'élever quatre colonnes de fumée. Jour et nuit, les grévistes font brûler des pneus usagés aux quatre coins de l'usine, délimitant le territoire de leur grève.

Le mouvement est parti dans la nuit du 16 au 17 octobre; à 5 h 30, la jonction est faite avec l'équipe du matin. Des piquets sont installés, bloquant au P2 la sortie et l'entrée des camions. Depuis, aucun moteur, aucune boîte de vitesse ne sort. La lutte pour arracher les 1 500 francs est bien déterminée.

1 500 francs pour tous ! Victoire à la grève !

Pourtant, la direction, relayée par *Paris-Normandie* (le quotidien régional), a tout fait pour dénigrer les grévistes et les isoler. Depuis le début, elle orchestre une véritable campagne de calomnies, les présentant comme des « voyous » et des « casseurs ».

Guilmin, le patron de Cléon, vient même d'oser déclarer que « le mouvement n'est pas véritablement né à Cléon : c'est une opération calculée. C'est du professionnalisme organisé, insurrectionnel et destructeur » (*Paris-Normandie*, 26-27 octobre). Il y a quelques mois encore, il aurait dénoncé « la main de Moscou » ! En vérité, les travailleurs ont toujours repoussé avec un calme et une détermination remarquables les multiples provocations de la direction et de ses chiens de garde de la maîtrise.

Défense et renforcement des syndicats !

A l'image du gouvernement Mitterrand, la direction de Renault répond aux revendications par la répression. Dans les tout premiers jours de la grève, elle a adressé aux ouvriers une lettre personnalisée leur expliquant que la grève était « illégale », qu'ils s'exposaient à des sanctions, etc. Aujourd'hui, des menaces de sanctions pèsent sur une vingtaine de grévistes, dont des responsables syndicaux.

Guilmin a été nommé à la direction de Cléon, après la grève de 1987, avec pour mission de décapiter et casser les syndicats, déjà affaiblis, et au premier chef la CGT. La défense des syndicats et de la grève est une tâche urgente. Il faut renforcer dans la lutte les syndicats par une campagne d'adhésions massives, pour construire un syndicat de combat.

A chaque fois qu'un « sanctionnable » est convoqué au bâtiment X (le bâtiment de la direction), il est accompagné par quelques centaines de grévistes en délégation. Au cours d'un de ces rassemblements devant le bâtiment X, un élu CGT, décrivant la personnalité des cinq « sanctionnables » convoqués ce jour-là - élus CGT, militants, grévistes non syndiqués -



Le piquet de grève de l'entrée principale.

a fort justement fait remarquer, contre les accusations de la direction, que si ces camarades ont des idées bien différentes, ils sont par contre unis par la grève et la volonté de gagner.

La direction ne veut pas recevoir des délégations de masse, mais le problème est que, d'un point de vue légal, il ne peut y avoir sanction s'il n'y a pas eu entrevue... Mais ne nous y trompons pas, ce n'est pas le « respect de la légalité » qui empêchera les sanctions mais la solidarité de masse, l'élargissement de la grève de Cléon, son extension au moins à tout Renault. La victoire de la grève est la meilleure défense pour faire échec à la répression et aux attaques antisyndicales.

Organiser, renforcer, étendre la grève est une question cruciale pour gagner. Surtout face à une direction bien organisée, bien déterminée à ne pas céder et bien décidée à tout. Elle fait même téléphoner des contremaîtres chez les grévistes pour les menacer : Tu dois retourner au travail... Tu dois signer la pétition de la direction... Réfléchis bien, je te rappelle dans cinq minutes...

Cette entreprise systématique d'intimidation s'accompagne d'une tentative d'organiser les jaunes autour de cette pétition qui, tout en prétendant « reconnaître le droit de grève », exige le respect du soi-disant « droit au travail ». Dans la bouche de la direction de la Régie qui supprime par milliers des emplois, le « droit au travail » ne signifie évidemment rien d'autre que le droit des jaunes à briser la grève ! Et on a eu mardi dernier un avant-goût de comment elle compte faire respecter ce « droit » : à coups de bulldozer. Une attaque qui a échoué devant la résistance du piquet. Mais on continue à voir rôder, autour de l'usine, des petits groupes de jaunes encadrés par des contremaîtres.

C'est d'autant plus sinistre que, dans le même temps, avec sa grossière campagne de calomnies et ses manœuvres de division Guilmin prépare une intervention policière contre la grève. La direction de la CGT vient de s'adresser à Fabius, cherchant à faire pression sur le gouvernement pour empêcher une telle intervention. Mais si le gouvernement Mitterrand n'envoie pas aujourd'hui ses flics, ce n'est pas qu'il soit contre en principe ; il est seulement divisé sur l'opportunité d'une telle décision. Plus la mobilisation sera massive, déterminée et large, plus il y regardera à deux fois. Un gréviste, cité par *l'Humanité* (19 octobre), disait : « Ils tapent sur les infirmières, c'est scandaleux : qu'ils viennent ici nous tabasser, on les attend ! »

Des piquets de grève, ça veut dire : On ne passe pas !

L'arme élémentaire de la grève, c'est le piquet. C'est pourquoi Guilmin fait le chantage : ouverture des négociations contre levée des piquets - c'est-à-dire signer l'arrêt de mort de la grève ! Mais les grévistes tiennent bon : sans satisfac-

tion des revendications, pas de travail !

Néanmoins, les piquets de Cléon sont, sauf en ce qui concerne les camions, « filtrants ». Pourtant, il existe une vraie volonté d'une partie des grévistes d'avoir des piquets bien efficaces. Jeudi, quand la direction a décidé de ne plus envoyer ses jaunes travailler - laissant ainsi l'usine totalement vide - au lieu de crier victoire et proclamer leur détermination, quelques responsables syndicaux se sont vantés, en réponse à Guilmin, de ne pas empêcher les jaunes d'entrer travailler. Ce qui ne peut qu'introduire de la confusion et, à terme, démobiliser les grévistes. Or, la direction et le gouvernement sont à l'affût du moindre signe de faiblesse qui permettrait d'envoyer les jaunes et/ou les flics.

Si l'on veut prendre à la gorge la direction et le gouvernement, il faut des piquets de grève massifs et puissants qui arrêtent totalement la production, qui non seulement défendent la grève contre les jaunes et les flics mais qui la renforcent en ralliant les hésitants.

Pour l'élection d'un comité de grève !

De tels piquets permettraient aussi d'organiser les grévistes, largement laissés à eux-mêmes par la direction actuelle de la grève. (La route qui passe devant les grilles et où déambulent, entre chaque prise de quart, de nombreux grévistes a été baptisée la « Promenade des Anglais » !)

Ainsi, les assemblées générales sont rares, et même jamais n'ont été organisées de véritables AG où tous les grévistes pourraient débattre et décider ensemble des perspectives et tactiques de leur lutte ; de telles AG permettraient aussi de dégager un comité de grève élu (et qui serait aussi révocable) pour mettre en application les décisions prises : un état-major déterminé et reconnu de la grève et doté d'un mandat sur les buts et les moyens de la lutte.

Pour l'extension de la grève de Cléon !

Une des principales tâches d'un tel comité de grève serait d'organiser systématiquement des délégations de grévistes pour les envoyer dans les autres usines du groupe Renault et dans les entreprises de la région afin de les mettre en grève. C'est une des conditions essentielles de la victoire.

Les ouvriers de Cléon ressentent aujourd'hui fortement le besoin de briser leur isolement et d'étendre leur grève. Le 22 octobre, quelques centaines de grévistes rassemblés devant P2, et qui viennent de repousser le bulldozer du patron, décident d'un tract (dont le texte est voté le lendemain) appelant les travailleurs de la région à se mettre en grève pour la journée interprofessionnelle du 24 et à converger vers Renault pour renforcer les piquets. (Nous reproduisons ci-contre le texte intégral de cet appel de l'assemblée

générale des travailleurs signé par la CGT - la CFDT, par ailleurs minoritaire, ayant refusé d'apposer sa signature.)

Le 24, une quinzaine de délégations d'entreprises en lutte sont devant Renault : Rhône-Poulenc, hôpitaux, CIPEL, dockers, Aérazar, communaux... La Fédération paysanne de l'Eure est venue aussi apporter son soutien.

Parmi les prises de paroles, est particulièrement remarquable l'intervention d'une femme de gréviste, syndiquée CGT du personnel ATOSS (personnel non-enseignant des établissements scolaires). Apportant son soutien, elle rappelle qu'il y a deux ans la grève des ATOSS d'Elbeuf (majoritairement des femmes) a pu arracher une partie des revendications grâce à leurs piquets bien déterminés et grâce aussi au soutien actif des travailleurs de la région, et de Renault tout particulièrement. Et, très applaudie, elle conclut en appelant les femmes des grévistes à se mettre elles aussi dans l'action.

L'idée faisant vite son chemin, peu après sort un tract, avec l'approbation de la CGT, signé par des femmes et compagnes des Renault-Cléon et appelant à la solidarité. Organiser des réunions de soutien, collecter de l'argent, intervenir y compris par rapport aux jaunes - un comité de femmes de grévistes (dont certaines travaillent elles-mêmes dans des entreprises de la région) serait un appui puissant à la grève. Souvenons-nous du rôle considérable qu'ont joué en 1984-85 les comités de femmes en soutien à la longue grève des mineurs britanniques. Ils étaient devenus la colonne vertébrale de leur lutte.

Le 24, est aussi présente une délégation de Renault-Flins, composée essentiellement de syndiqués CFDT mais non mandatés par leur syndicat. « On va tout faire pour que les gars se mettent en grève », déclarent-ils. Mais la politique des directions confédérales freine une telle extension. *L'Humanité* du 21 octobre, parlant justement de Flins et du Mans, limitait l'« extension » au seul 24. Une telle journée nationale aurait pu devenir un tremplin pour une véritable grève générale contre l'austérité, mais les direc-

Suite page 7

Appel de la CGT et de l'assemblée générale des travailleurs de Renault-Cléon en lutte

Les travailleurs de Renault-Cléon, en lutte avec leurs syndicats CGT-CFDT depuis le jeudi 17 octobre pour une augmentation mensuelle de 1 500 francs, appellent les travailleurs de la région à se mettre en grève pour leurs revendications le jeudi 24 octobre (journée interprofessionnelle appelée par FO et la CGT) et à converger vers Renault-Cléon afin de rejoindre les piquets pour montrer l'unité de la classe ouvrière.

Cette journée du 24 octobre doit être un tremplin pour la contre-offensive générale.

Comme les infirmières, les cheminots, les postiers, les dockers, les ouvriers de la chimie, les fonctionnaires victimes de la politique d'austérité du gouvernement Mitterrand, nous luttons pour une revendication légitime.

D'ores et déjà, vingt sanctions frappent militants syndicaux et ouvriers dont deux menaces de licenciement.

De plus, la menace d'une intervention policière plane.

Pour se défendre contre la répression et les attaques antisyndicales, la grève, son renforcement et son élargissement pour gagner, sont nos meilleures armes.

Pour la région d'Elbeuf, venez dès 10 h 30 et celle de Rouen dès 13 h 30, le 24 octobre à Cléon, apporter votre solidarité pour renforcer la grève.

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS !

30 F pour 10 numéros
(incluant Spartacist)
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Algérie : 30 DA - Maroc : 20 DH
Tunisie : 3 000 m
Etranger : mandat poste international

Nom _____
Adresse _____

Ecrire au Bolchévik :
B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10



«L'Humanité» / Archives

La classe ouvrière vengera les victimes d'Octobre 61

Le 17 octobre 1961, en pleine Guerre d'Algérie, 30 000 Algériens – hommes, femmes, vieillards et enfants – manifestent pacifiquement, à l'appel de la Fédération de France du FLN, pour la dignité et contre le couvre-feu raciste qui leur est imposé. Ce soir-là est une page particulièrement sombre dans la longue histoire des crimes de l'Etat français, impérialiste et raciste. Rien que du 1^{er} janvier au 31 août 1961, et ce dans la seule France, ont été tués 460 Algériens !

Ce mardi 17 octobre, la répression policière, aidée par les supplétifs harkis qui se surpassent, est impitoyable et digne des pogromes nazis. Des milliers d'Algériens sont sauvagement matraqués, abattus, jetés dans la Seine. Les grands boulevards, les ponts, les portes de Paris, les bouches et les quais du métro sont transformés en autant de traquenards sanglants et mortels. De deux à trois cents Algériens y laisseront la vie. Des semaines durant, on continuera à retirer des écluses les corps d'Algériens morts.

Le lendemain, la presse réactionnaire se déchaîne contre les violences commises... par les « tueurs du FLN », et une chape de plomb va s'abattre sur les massacres d'Octobre 1961. Trente ans d'amnésie historique. En 1979, Giscard fera même voter une loi qui fixe à soixante ans le délai d'accès aux archives relatives à Octobre 61. Le gouvernement Mitterrand avait parlé de revenir sur cette mesure, mais il ne l'a jamais fait. Mitterrand (qui après 1981 a complètement amnistié les généraux de l'OAS et qui empêche le procès des criminels de guerre Papon, Touvier et Bousquet) couvre les assassins d'Octobre 61, comme il couvre les assassins en uniforme des « beurs » et des « immigrés » – la continuité de l'Etat bourgeois français.

Une continuité que représente bien un Papon. Préfet de police gaulliste en 1961, c'est lui qui dirigea sur le terrain le massacre. « Vous avez rempli pleinement votre mission », déclara-t-il à ses tueurs. Quelques mois après, le 8 février 1962, il lançait ses flics contre une manifestation anti-OAS appelée notamment par le PCF et les syndicats : huit morts au métro Charonne. Il coule aujourd'hui des jours paisibles. Pourtant, fin 83, il a été inculpé de « crimes contre l'humanité » pour avoir envoyé, alors qu'il était « délégué aux affaires juives » à Bordeaux entre 1942 et 1944, 1 700 Juifs dans des camps de concentration. Ce « grand commis » de l'Etat bourgeois illustre de façon frappante le lien qui existe dans ce pays entre l'antisémitisme et le racisme anti-Maghrébins. Comme nous l'écrivions dans le

Bolchévik de décembre 1983 : « Un racisme ne chasse pas l'autre ; ils se superposent comme autant de couches de vase au fond du marais putride de la xénophobie française. [...] La simple justice exige que ce criminel soit jugé pour tous ses forfaits, et ce par un tribunal composé de ses différentes victimes : juifs déportés, militants persécutés par la police de Vichy, nationalistes marocains et algériens, rescapés du 17 octobre et du massacre du métro Charonne ; la liste donne la nausée. »

Aujourd'hui, sous la pression notamment des fils et filles de ces Algériens qui continuent de subir la ségrégation et la terreur racistes qu'ont connues leurs

quotidien du PCF...

L'Humanité consacre le lendemain, tout comme les jours suivants, le titre principal de sa première page au... XXII^e congrès du PC soviétique ! Son article sur les événements du 17 octobre qui, s'il n'est pas précis sur l'ampleur de la répression (mais comment aurait-il pu l'être ! – le PCF était criminellement absent de la manifestation !), décrit la bestialité policière. Néanmoins, le titre qui annonce l'article dit de façon scandaleusement neutre : « Plus de 20 000 Algériens ont manifesté dans Paris », et seulement en-dessous, en tout petits caractères : « Combien de morts ? Deux,



Le cortège de la Ligue trotskyste lors de la manifestation en hommage aux victimes du 17 octobre 1961.

parents, une partie du voile se lève enfin sur Octobre 61. Mais dans le même temps on assiste au spectacle obscène des directions du PS et du PCF tentant de réécrire l'Histoire pour se faire une virginité politique sur ce monceau de cadavres. La vérité est que ces directions réformistes, qui ont défendu les restes de l'empire colonial français contre les aspirations des peuples opprimés, sont même directement responsables du déclenchement de la sale Guerre d'Algérie.

Elles, qui se sont tuées pendant près de trente ans sur Octobre 61, ont alors à peine bougé le petit doigt. Jean-Luc Einaudi cite même, dans son livre sur Octobre 61 *la Bataille de Paris* (publié aux éditions du Seuil), le témoignage du photographe Elie Kagan qui a vu, lors de la manifestation sur le boulevard Bonne-Nouvelle, les grilles de l'Humanité se refermer devant des Algériens qui tentaient de se réfugier dans l'immeuble du

annonce le communiqué officiel ». Pas plus les jours suivants l'Humanité n'aura de titre dénonçant l'horreur d'un massacre dont l'importance est désormais pourtant connue... Tout cela ne fait qu'exprimer la honteuse passivité du PCF dont le bureau politique dénonça certes les « sanglants événements d'hier » mais pour se contenter – tout comme la CGT – d'un appel platonique à « la solidarité indispensable des travailleurs français et algériens » (l'Humanité, 19 octobre 1961).

Le 17 octobre, les nationalistes du FLN avaient simplement demandé à ce que des syndicalistes français viennent, individuellement, en observateurs pour témoigner ; ils n'avaient pas voulu réaliser de front unique avec les organisations du mouvement ouvrier français, donnant ainsi un prétexte pour ne rien faire aux directions chauvines de ces organisations qui ont sciemment laissé, ce jour-là comme les autres, les Algériens seuls face

à la police de De Gaulle. Mais lorsque, le 20 octobre, le FLN lança un « appel aux Français » pour, entre autres, défendre les Algériens contre la police, il n'eut aucun écho.

Concrètement, dans quelques entreprises, des pétitions circuleront, parfois des débrayages – d'un quart d'heure à une heure – seront organisés. Le 18 au soir, plusieurs centaines d'ouvriers de Renault-Billancourt manifesteront. En dehors de ces quelques actions organisées par les syndicats (et combien en-deçà de l'horreur du massacre), globalement les protestations restèrent verbales. *La Vie ouvrière*, le journal de la CGT, ne relata même l'événement qu'en page 8 et encore ne fut-ce que pour « [exprimer] sa solidarité fraternelle » avec les ouvriers algériens et « [s'incliner] devant leurs morts » ! Finalement, le 30 octobre (deux semaines après !), CGT, FO, CFTC et UNEF menaceront le gouvernement de déclencher « une réaction immédiate de l'ensemble des travailleurs de la région parisienne »... en cas de « répression policière analogue » ! Il faudra les huit morts – français – de Charonne pour que la « gauche » se mobilise effectivement et massivement...

Le dirigeant du PCF Jacques Duclos exprimera crûment de quel point de vue son parti « s'opposait » à Octobre 61 quand il parla « des actes de violence qui portent gravement atteinte au prestige et au renom de notre pays, en même temps qu'ils compromettent les relations futures entre la France et l'Algérie » (l'Humanité, 20 octobre 1961). La préoccupation principale de la direction du PCF était (et est toujours) non la défense des opprimés mais celle des intérêts de l'impérialisme français.

Nous reproduisons ci-dessous l'intervention que le représentant de la Ligue trotskyste a prononcée lors du rassemblement commémoratif qui a eu lieu à Paris, le 17 octobre dernier.

La LTF est ici présente ce soir pour crier vengeance ! Vengeance pour les martyrs d'Octobre 61, mais aussi pour les deux millions d'Algériens victimes de la sale guerre coloniale de l'impérialisme français en Algérie.

Ici même à Paris, où nous manifestons ce soir, il y a trente ans des centaines d'Algériens furent massacrés, torturés par la CRS et les flics de De Gaulle, par l'Etat raciste français. La classe ouvrière vengera les martyrs d'Octobre 1961.

Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir, dans une France de Mitterrand gangrenée par la terreur et la ségrégation racistes, que ce sont les mêmes flics de cet Etat raciste qui aujourd'hui terrorisent et tuent les « immigrés » et les jeunes « beurs » des cités-ghettos. Ce sont les mêmes flics qui organisent des rafles gestapistes contre les « immigrés ». Alors oui, le sang de Malik, Mohamed, Malika et de toutes les victimes de la terreur raciste mérite vengeance.

D'ailleurs, toute la classe politique de ce pays – Mitterrand, Le Pen et beaucoup d'autres – a montré dans cette sale guerre coloniale qu'ils étaient prêts à commettre les pires atrocités. Atrocités s'inscrivant dans la continuité de la déportation volontaire des Juifs vers les camps de la mort par la bourgeoisie française sous Vichy. Bousquet, Papon, Mitterrand représentent bien la continuité de l'Etat français.

Ce n'est pas étonnant que ce soit ce gouvernement raciste de Mitterrand qui dans son premier gouvernement – « à participation communiste » – ait en 1982 amnistié les anciens putschistes de l'OAS.

Ce gouvernement Mitterrand a fait massacrer Elou Machoro. Ce gouvernement qui a participé au massacre de plus de 150 000 Irakiens pendant la guerre du Golfe pour mettre en place ce nouvel ordre mondial qui veut plus de sang et d'exploitation pour les opprimés.

Alors aujourd'hui, les sociaux-démocrates et les stalinien essaient de redorer

Suite page 7

L'héritage de la Révolution bolchévique appartient aux ouvriers du monde entier

Non à la fermeture du musée Lénine !

Au moment où la contre-révolution cherche à éradiquer l'héritage de la révolution d'Octobre, le maire de Moscou, Gavril Popov, a ordonné la fermeture du musée Lénine. Cependant, cette campagne qui crache sur l'héritage du bolchévisme se heurte à une opposition. Quelque 300 manifestants se sont rassemblés, le samedi 14 septembre, sous une pluie froide devant le bâtiment du musée près de la place Rouge. Une semaine plus tard, une foule plus nombreuse a formé une chaîne humaine autour du musée. Ils étaient là pour empêcher la fermeture de cette galerie de vingt salles et empêcher le démantèlement et la profanation de cette exposition sur l'œuvre de Lénine. Des militants et sympathisants de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) ont participé à ces manifestations avec leurs panneaux et leur presse.

Les manifestants ont ensuite traversé la place Rouge pour se rendre au mausolée Lénine et ont rendu hommage au dirigeant de la révolution d'Octobre. Ceux qui voudraient ramener le tsar (ou, comme Eltsine, voudraient le devenir) veulent fouler aux pieds la tombe de Lénine et cherchent à le réenterrer à Leningrad, le berceau de la révolution que les contre-révolutionnaires nomment de nouveau de son ancien nom tsariste de Saint-Petersbourg. Ironie du sort, alors que Staline a construit le mausolée pour transformer Lénine en icône et enterrer le léninisme, aujourd'hui, les contre-révolutionnaires veulent le démolir dans le cadre de leur assaut total contre la révolution que les bolchéviks de Lénine ont dirigée.

Ceux qui sont venus défendre le musée



Photos Spartacist

14 septembre - Manifestation en défense du musée Lénine à Moscou - On peut lire sur le panneau : «Gorbatchev a trahi Lénine, mais pas moi !» La banderole (à droite) proclame : «Bas les pattes devant Lénine et le socialisme !»



Lénine appartiennent à un large éventail politique, qui va de communistes authentiques et d'anciens combattants de l'Armée rouge qui ont combattu Hitler à l'aile «patriotique» nationaliste russe de la bureaucratie stalinienne en décomposition. Le Conseil des travailleurs de Moscou qui s'est constitué lors d'une conférence en juillet dernier a appelé «le mouvement ouvrier mondial à lancer une campagne de solidarité en défense de la mémoire du dirigeant d'une révolution prolétarienne». La Ligue communiste internationale a réagi à la menace de fermeture du musée Lénine. Des lettres de protestation ont été envoyées au maire Popov de la part de la Prometheus Re-

search Library et du Partisan Defense Committee. Nous encourageons les lecteurs du *Bolchévik* à faire de même.

Les sympathisants de la LCI portaient des panneaux, dans les manifestations du samedi, qui proclamaient : «A bas la contre-révolution d'Eltsine-Gorbatchev-Bush ! Défense du musée Lénine !», «Le socialisme dans un seul pays est un mensonge - Pour la construction d'un parti trotskyste !», «Le nationalisme : fer de lance de la contre-révolution ! Pour un internationalisme prolétarien pour défendre l'Union soviétique !», «Un parti léniniste doit être le tribun du peuple ! A bas le chauvinisme grand-russe et l'antisémitisme !», «Retour à la voie de Lénine et

Trotsky ! ». Durant les deux samedis, plus de 1 500 exemplaires de la presse spartaciste ont été vendus, dont le *Bulletin Spartacist* en russe et le supplément spécial sur la contre-révolution d'Eltsine-Gorbatchev-Bush. Ces manifestations se poursuivent.

Nous reproduisons ci-dessous un reportage de notre correspondant à Moscou.

La manifestation du samedi 14 septembre, la veillée à l'extérieur du tombeau de Lénine du jeudi 19 septembre et la manifestation du samedi 21 septembre représentent les premières et seules expres-

Suite page 7

Pour la défaite de la contre-révolution d'Eltsine-Gorbatchev-Bush !

Le Fonds Lénine-Trotsky a besoin d'argent !

Les ressources de la Ligue communiste internationale sont limitées et nos tâches de l'heure énormes. Nous venons de faire imprimer 70 000 exemplaires d'une traduction en russe de l'article : «Ouvriers soviétiques : infligez une défaite à la contre-révolution de Bush-Eltsine !» (voir le *Bolchévik* n° 113). Nous sommes en train

de faire un nouveau tirage du premier numéro du *Bulletin Spartacist* en russe, «Qu'est-ce que le trotskysme ?», dont 25 000 exemplaires ont déjà été vendus

en URSS. Nombre d'ouvriers soviétiques prosocialistes ont soif de presse trotskyste, mais les réalités économiques nous imposent de subventionner lourdement

nos publications pour les maintenir à un prix abordable. Les coûts d'impression, voyages et autres frais font qu'une intervention internationaliste en Union soviétique coûte cher. Aidez à la construction de noyaux trotskystes nécessaires pour diriger les travailleurs soviétiques dans la lutte contre la contre-révolution. ■

Envoyez vos chèques à l'ordre de la LTF et mandats postaux à l'ordre du «Bolchévik» à l'adresse suivante :

LB - BP 135-10 - 75463 Paris Cedex 10. Préciser : «Fonds Lénine-Trotsky».



A gauche, notre table de presse à la conférence des mineurs soviétiques, en 1990, suscite un vif intérêt. Soutenez la diffusion de la presse trotskyste en URSS ! A droite, la bannière rouge du trotskysme sur la place du Palais à Leningrad le 7 novembre 1990, jour anniversaire de la Révolution bolchévique.



Allemagne...

Suite de la page 8

fiers-à-bras racistes, faire taire les « spectateurs » de ces atrocités et gagner d'importants soutiens dans la population. C'est une question de direction, d'intervention d'un parti ouvrier révolutionnaire comme celui que le SpAD cherche à construire, un parti internationaliste et antiraciste.

A Hoyerswerda, les fascistes l'ont emporté avec le soutien de la bourgeoisie, après les mois de matraquage propagandiste du « débat sur le droit d'asile ». Cette campagne virulente contre les réfugiés a été attisée non seulement par des torchons comme le journal *Bild*, mais aussi par les articles racistes « sophistiqués » du magazine *Der Spiegel*. Le Quatrième Reich a construit son « miracle économique » sur la surexploitation des « travailleurs invités ». Aujourd'hui, les capitalistes développent la haine contre le « raz de marée des demandeurs d'asile », et construisent la « forteresse Europe » pour organiser le pillage de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique sous l'égide du deutschemark allemand.

La politique de Bonn fait partie intégrante de cette chasse aux sorcières : les immigrés sont chassés de leur emploi et ensuite expulsés en masse. Dans le front populaire raciste qui réunit les chrétiens-démocrates (CDU-CSU), les sociaux-démocrates (SPD) et les Verts, et qui va jusqu'au PDS, le seul débat porte sur les méthodes d'expulsion les plus efficaces ou sur l'instauration de quotas, encourageant ainsi les bandes de nazis/skinheads. Un dirigeant du SPD, Björn Engholm, s'est distingué en réclamant des « camps de regroupement » pour les demandeurs d'asile, ainsi qu'une « accélération » des procédures légales d'expulsion, tandis que les Verts réclament à cor et à cri des « quotas » pour les étrangers. Drapé dans les couleurs du drapeau allemand, le PDS, après avoir livré la RDA à la bourgeoisie d'Auschwitz, participe avec empressement à la construction d'un nouvel appareil d'Etat pour le Quatrième Reich et aux efforts pour rendre l'Allemagne de l'Est « *ausländerein* » (« nettoyée » des étrangers). Il essaie de ravalier l'image des « mauvais Allemands » pour le compte de la bourgeoisie allemande.

Mais le vrai visage de l'« Allemagne démocratique », c'est la terreur contre les immigrés et les réfugiés. Dès le début, le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands a dit « *Non à la réunification capitaliste !* », et nous avons mis en garde que la contre-révolution amènerait la misère de masse pour les ouvriers, les femmes et les immigrés.

Hoyerswerda est un exemple des conséquences dévastatrices de la contre-révolution capitaliste en RDA. Avant, tout le monde avait un emploi et un logement. Avec l'*Anschluss* (annexion) au Quatrième Reich, il n'y a aucune perspective de maintien de l'exploitation de la lignite, et l'entreprise géante « *Schwarze Pumpe* » prévoit de licencier 5 000 salariés dans les semaines qui viennent. Alors qu'il y a un besoin urgent de charbon et de gaz pour la production d'énergie, les régions minières devront être réduites à l'inactivité – non pour des raisons économiques, mais dans le cadre de la campagne de destruction à laquelle sont confrontés tous les travailleurs de l'ancienne RDA. L'objectif est d'intimider et de démoraliser le prolétariat est-allemand, avec pour résultat que des bandes nazies peuvent perpétrer leurs actions meurtrières en plein jour.

Parce que les grèves et les protestations contre les licenciements de masse sont restés isolées, et qu'il n'y a pas eu de résistance ouvrière large et massive, la démagogie nationaliste allemande des nazis rencontre un écho, en particulier chez des jeunes qui ne voient pour eux-mêmes aucune perspective et aucun avenir. La responsabilité de cet état de choses incombe principalement à la bu-



29 septembre – Des manifestants antifascistes se rassemblent à Hoyerswerda, rejoints par des habitants de la ville. La police attaque les manifestants avec des canons à eau.

reaucratie syndicale dirigée par le SPD, qui a empêché les luttes ouvrières. Les délégués sociaux-démocrates des « conseils d'usine » se sont distingués par la virulence avec laquelle ils menaient la chasse aux sorcières « anti-Stasi » et ont travaillé ouvertement pour l'ennemi de classe afin d'empêcher les luttes ouvrières et d'imposer les licenciements massifs.

Pour se défendre, la classe ouvrière a besoin d'un parti avec un programme révolutionnaire, un parti qui lutte pour des emplois pour tous, sans perte de salaire. A travail égal, salaire égal ! Les logements, les transports et l'infrastructure sociale doivent être reconstruits. Ce qu'il faut, c'est un programme de travaux publics, en alignant complètement les salaires sur les grilles ouest-allemandes et sous contrôle syndical, ce qui arrachera les chômeurs et les jeunes à la rue. Pour couper l'herbe sous le pied aux fascistes, il faut stopper la destruction de la classe ouvrière est-allemande.

Terreur policière dans le Quatrième Reich

« *Davantage de police* » est maintenant le cri de guerre du PDS. Mais Hoyerswerda a démontré une fois encore que la police n'est entrée en action que pour empêcher l'autodéfense des foyers, et pour arrêter les manifestants qui s'étaient rassemblés pour défendre les résidents. Et quand la police a finalement reçu du conseil municipal l'ordre de passer à l'action, ce ne fut pas pour chasser les fascistes mais pour expulser les ouvriers immigrés et les réfugiés. Un lieutenant de police déclarait devant les micros de la presse : « *Nous sommes satisfaits maintenant que tous les étrangers sont partis.* »

Les nazis n'ont pas atterri en prison, et ce sont les réfugiés qui ont été entassés dans des cars et évacués de la ville au milieu de la nuit. Ils ne savaient pas où on les emmenait, et un Vietnamien fut gravement blessé par une pierre jetée au moment du départ du car. La police refusa alors de faire venir une ambulance, comme l'exigeaient les réfugiés. Après avoir roulé pendant trois heures, les réfugiés arrivèrent à Pirna, où ils durent passer la nuit sans manger, dans un terrain découvert. Certains d'entre eux ont fui à Berlin ou à Hanovre.

La bourgeoisie essaie de rendre l'Etat

ouvrier qu'était la RDA responsable des mobilisations fascistes en Allemagne de l'Est, et brosse un tableau idyllique de la vie des immigrés à l'Ouest. Ce sont là des mensonges grossiers. Sur 62 attentats au cocktail Molotov au cours des huit derniers mois, plus d'une vingtaine ont été commis dans le Land ouest-allemand de Nordrhein-Westphalie. Le 19 septembre, tandis qu'à Hoyerswerda la racaille nazie jetait ses cocktails Molotov en toute impunité, la même nuit à Saarlouis, Samuel Yeboahin, un Ghanéen, mourait de ses brûlures après une attaque, à la bombe incendiaire ; deux résidents nigériens du même foyer étaient sérieusement blessés. En Sarre, un Land gouverné par l'ex-prétendant à la direction du SPD Lafontaine, les fascistes Republikaner siègent à l'hôtel de ville. Le lendemain, à Saarlouis, 400 manifestants protestaient contre cette atrocité avec comme mots d'ordre « *Les fascistes font le sale boulot pour les CDU/SPD/Verts* » et « *L'hospitalité sarroise : Saarbrücken expulse, Saarlouis tue par le feu.* »

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !

A l'Ouest comme à l'Est, les mineurs se battent pour leur emploi et leurs conditions de vie. Un nombre croissant de travailleurs, des cheminots et postiers jusqu'aux sidérurgistes et aux mineurs, ont le sentiment que la république réunifiée de la Deutsche Bank signifie une chute libre du niveau de vie et la multiplication des atrocités fascistes. Quelques détachements d'ouvriers disciplinés d'IG Bergbau (le syndicat des mineurs) et de leurs camarades de l'ÖTV (fonctionnaires) constitueront une force capable de protéger les foyers d'immigrés et de réfugiés.

Les 2 200 000 ouvriers immigrés d'Allemagne de l'Ouest forment une composante stratégique d'une classe ouvrière puissante, avec des industries clés où est soudé un prolétariat multinational. Des ouvriers originaires du Sud de l'Europe, de Turquie et du Kurdistan sont en première ligne de la lutte de classe. Ils ne reconnaissent pas comme direction un SPD qui sert de courroie de transmission à l'« intérêt de l'Allemagne » dans la classe ouvrière. Le SPD dresse les ouvriers les uns contre les autres – contre

les travailleurs immigrés, les Roms et les Cintis et les autres réfugiés. Les ouvriers ont besoin d'un parti révolutionnaire internationaliste, pour briser les entraves qui empêchent la classe ouvrière de manifester sa force, lutter contre le racisme, l'antisémitisme et le chômage, et tordre le cou à la « loi sur les étrangers » de Bonn. Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

Emeutes fascistes à Hoyerswerda

Pour stopper les fascistes, il faudra des actions puissantes et déterminées de la classe ouvrière. On le voit tout particulièrement avec l'exemple de Hoyerswerda. Les skinheads ont commencé avec des pierres et des bouteilles ; ensuite sont arrivés les gaz lacrymogènes et les pistolets Mauser. Les habitants des foyers se sont défendus avec des bâtons et des barres de fer, mais le lendemain les attaques ont continué ; le jeudi 19 septembre, le noyau dur des fascistes était passé de 50 à 400 personnes, et ils ont marché sur le foyer abritant les réfugiés d'Angola, de Yougoslavie et de Roumanie. Entourés de « spectateurs » qui les encourageaient, et avec une police qui toujours arrivait trop tard, les nazis faisaient régner leur terreur.

Il est absolument tragique que de nombreux réfugiés aient placé leurs espoirs dans une vie en Allemagne de l'Ouest, où depuis des années on a construit pour les Roms et les Cintis des camps, Allemagne où ces gens sont pourchassés et terrorisés par la police et les fascistes.

Ces agressions brutales ont provoqué l'intervention de citoyens décents, qui veulent mettre un terme à la terreur raciste. A Cottbus, à 30 kilomètres seulement de Hoyerswerda, de jeunes militants de gauche ont stoppé les fascistes alors que ceux-ci tentaient d'attaquer un foyer de réfugiés. La Ligue internationale des droits de l'Homme, le Groupe juif, des Autonomes, le SpAD ainsi que d'autres groupes sont venus à Hoyerswerda. Une partie de la population de cette ville s'est rangée du côté des militants de gauche. Mais des rassemblements devant les foyers pour étrangers sont impuissants en tant que tels et ne servent pas à grand-chose. Quelques centaines d'ouvriers auraient facilement pu mettre fin à la menace qui planait. Un syndicaliste de Hoyerswerda expliquait à nos camarades : « *Oui, quelques mineurs, venus de leur lieu de travail, pourraient facilement stopper tout ceci, et c'est ce dont je vais discuter avec eux demain.* » Un ouvrier laissait éclater sa colère après les attaques des nazis contre ses camarades de travail mozambicains : « *Depuis des années, ils font les travaux les plus pénibles pour nous dans les mines.* »

« *Hoyerswerda peut arriver n'importe où* », menace Krause, ministre de l'Intérieur du Land de Saxe. De fait, Hoyerswerda a marqué une nouvelle étape – on avait là un pogrome qui s'est prolongé plusieurs jours durant. L'Etat bourgeois a réussi à mettre en application son « programme pour les étrangers ». Dans le but de faire table rase de la solide tradition antifasciste de la RDA, tout le monde colporte l'affirmation mensongère que « 40 ans de communisme » ont engendré ces brutes nazies.

La RDA était un Etat ouvrier, toutefois bureaucratiquement déformé dès l'origine, qui a été fondé par des victimes de la terreur nazie. Quand, en décembre 1989, fut perpétrée l'ignoble profanation nazie du monument aux morts soviétique de Treptow, 250 000 personnes descendirent dans la rue pour une puissante manifestation de front unique qui démontra que la tradition antifasciste était toujours vivante en Allemagne de l'Est. Nous avons été à l'initiative de cette action de front unique (une initiative reprise par le SED-PDS) pour faire revivre dans les usines de Berlin et les casernes de la NVA (l'armée est-allemande) la tradition internationaliste de Léon Trotsky et de

Renault-Cléon...

Suite de la page 3

tions nationales de FO et de la CGT ont - par peur d'une explosion sociale - saboté leur propre action !

La jonction avec Flins est décisive. Mise quelque temps en lock-out, l'usine tourne à nouveau. Elle doit être immédiatement paralysée par la grève ! Mais, particulièrement à Flins (avec ses quelque 40 % d'« immigrés »), la revendication des *Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs « immigrés »* est, comme nous l'expliquons dans notre supplément du 19 octobre au *Bolchévik* n° 113 (reproduit en première page de ce numéro), décisive pour réaliser l'unité dans la lutte.

Si l'usine de Flins refonctionne, c'est parce qu'elle est maintenant alimentée en moteurs fabriqués au Mexique et en Espagne. Les grévistes de Renault doivent tendre une main internationaliste à leurs frères de classe travaillant dans les filiales du groupe à l'étranger. La ligne du PCF et de la CGT de « Produisons français » y fait obstacle. Si la lecture quotidienne de *l'Humanité* n'apporte guère de perspectives pour gagner la grève de Renault, elle est par contre riche en déclarations chauvines, antijaponaises. Jeudi dernier, à Cléon, un représentant de la CGT, cherchant à démontrer l'impossible (que sous le capitalisme le patron pourrait produire et tirer des profits sans exploiter au maximum « ses » ouvriers !), se fendra même de cette

remarque : « *Nous n'avons pas les yeux bridés. Nous ne les aurons jamais. Ce n'est pas notre culture.* » Ce genre de discours odieux est particulièrement dangereux, faisant écho au gouvernement et à la direction qui, précisément au nom de « *relever le défi japonais* » (*l'Humanité*, 17 octobre), envisagent de réduire d'ici à sept ans les effectifs de la Régie de... 40 % !

Dix ans de Mitterrand, ça suffit ! Pour un gouvernement ouvrier !

Nombreux sont les grévistes de Cléon qui se rappellent avec une fierté légitime que leur usine a été en Mai 68 parmi les premières à se mobiliser. Mais ils doivent aussi tirer le bilan de 68, poignant dans le dos par les directions nationales du PCF et des syndicats au nom - déjà - de la soi-disant nécessité d'un gouvernement « de gauche ».

Il a manqué à la tête de cette puissante grève générale une direction - un parti ouvrier révolutionnaire - résolue à conduire la mobilisation jusqu'à la victoire totale. C'est-à-dire jusqu'à l'instauration d'un véritable gouvernement ouvrier, qui seul sera capable de réaliser des revendications aussi vitales que les échelles mobiles des salaires et des heures de travail et d'expropriation la bourgeoisie. Dès le lundi 21 au matin, notre supplément, daté du 19 octobre, était disponible, et notre camarade dans l'usine le distribuait sur les piquets. Si notre programme est le seul à montrer la voie pour la victoire de

la grève, c'est parce qu'il est le seul à fixer pour but la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Il faut que dès aujourd'hui se rassemblent les travailleurs les plus conscients de leurs intérêts de classe - pour construire le parti révolutionnaire, pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout ! ■

Octobre 61...

Suite de la page 4

leur blason en appelant à manifester. Avoir laissé mourir les Algériens dans le silence ne leur suffit pas. Ils veulent aujourd'hui utiliser leurs cadavres pour masquer leur soutien à l'impérialisme français dans cette sale guerre et leur soutien au consensus raciste dans la France de Mitterrand.

Mais personne n'a oublié que c'est la social-démocratie, avec Guy Mollet à sa tête, qui mena cette sale guerre coloniale. D'ailleurs plus généralement, les sociaux-démocrates ont le sang de toutes les victimes des sales guerres coloniales sur les mains.

Quant au PCF, ce n'est qu'autour de 1961 qu'il commença à parler d'indépendance pour l'Algérie. Avant cette date, il était pour que l'Algérie reste dans une Union française. C'est-à-dire une *Algérie française*. C'est lui qui vota les pleins pouvoirs à Guy Mollet en 1956. Plus tard, le FLN expliquera que cela voulait dire le renforcement de cette sale

guerre coloniale.

Et d'ailleurs, alors qu'en 1962, pour les neuf martyrs de Charonne, c'est un million de personnes qui accompagnèrent les cercueils - et c'était bien -, il n'y avait eu aucune mobilisation ouvrière réelle pour protéger les Algériens, ni même accompagner les cadavres de nos frères d'Octobre 1961.

Alors aujourd'hui, la campagne chauvine du PCF de « Produisons français », tout comme la pétition raciste qui circulait à la Fête de *l'Humanité* pour foutre les « clandestins » dehors, pétition qui cherchait à organiser les racistes de cette fête, tout comme la revendication de plus de flics dans les quartiers « immigrés », en racontant qu'il existe des flics démocratiques; s'inscrivent dans la continuité du soutien du PCF à sa propre bourgeoisie.

Alors ceux qui veulent vraiment lutter aujourd'hui savent que le temps n'a pas effacé les tatouages des rescapés d'Auschwitz et de Treblinka, ni les souffrances des martyrs d'Octobre 1961.

Ceux qui veulent vraiment lutter doivent lutter aujourd'hui pour les pleins droits de citoyenneté pour les « immigrés » ! Pour des actions ouvrières/« immigrées »/juives pour écraser les fascistes ! Flics hors des quartiers « immigrés » ! Pour mettre en place un véritable gouvernement ouvrier porté au pouvoir par une classe ouvrière victorieuse devant laquelle la classe dirigeante sanguinaire et ses hommes de main devront répondre de leurs crimes ! ■

Musée Lénine...

Suite de la page 5

sions publiques d'opposition communiste au contre-coup d'Etat d'Eltsine et de Gorbatchev.

Nous avons participé à la première manifestation avec des ventes de notre nouveau supplément en russe et de *la Révolution trahie* [de Léon Trotsky]. Quatre camarades ont participé à la chaîne humaine formée autour du musée. L'impact de notre supplément était spectaculaire et manifeste. Dès que nous avons commencé à vendre, nous avons suscité un grand intérêt et rencontré une grande reconnaissance de la part des ouvriers et des membres âgés de l'ex-Parti communiste qui ont été laissés à l'abandon sans organisation et sans aucun moyen de fonctionner. Pour beaucoup d'entre eux, c'était leur première rencontre avec la LCI. Sur une toile de fond de trois semaines de trahison et de silence déchirants, durant lesquelles tant de communistes se sont sentis complètement trahis, est sorti notre supplément, *Bulletin Spartakovtsev*, avec comme titre : « *La banqueroute du stalinisme ouvre les vannes à la contre-révolution. Ouvriers soviétiques : infligez une défaite à la contre-révolution de Bush-Eltsine* » (Traduit de *Wor-*

kers Vanguard n° 533, 30 août [voir le *Bolchévik* n° 113]).

L'une des réponses typiques et passionnées fut « *Molodtsi !* » (« *C'est bien !* ») « *Vous voyez, l'Internationale est venue nous aider.* » « *Vous avez absolument raison.* » Beaucoup de manifestants ont acheté plusieurs exemplaires du supplément, parfois une dizaine. Pour la plupart, les acheteurs étaient des ouvriers qui avaient entre la cinquantaine et la soixantaine.

Mais tout le monde n'était pas content de nous voir. C'est justement en raison de notre impact que nous fûmes attaqués et accusés de « sionisme » par des anti-trotskyistes enragés du milieu soi-disant « patriote ». La manifestation avait été organisée, entre autres, par le Conseil des travailleurs de Moscou, dont le dirigeant le plus en vue est Victor Anpilov, ancien éditeur de *Molnia*. On remarquait également des survivants du Front uni des travailleurs, d'Unité et quelques individus de Plate-forme marxiste et d'Initiative communiste. C'était un rassemblement de « patriotes ». Mais il n'y avait pas qu'eux, même s'ils étaient majoritaires. Il y avait aussi une minorité de travailleurs âgés de trente à quarante ans, attirés par l'action. Mais les « patriotes » banqueroutiers n'offrent aucune perspective d'avenir à ces travailleurs.

son combat pour un front unique ouvrier pour écraser les fascistes au début des années 1930. Cette tradition avait été brisée pour la première fois par la victoire des nazis, une victoire rendue possible par la capitulation sans combat du KPD [le PC allemand] et du SPD.

Le nationalisme stalinien basé sur le mythe du « socialisme dans un seul pays » a puissamment contribué à démoraliser la classe ouvrière est-allemande et à isoler de ses frères de classe dans les autres pays. Les ouvriers immigrés des pays « socialistes » soi-disant frères devaient vivre dans des foyers exigus, isolés du reste de la population, et recevaient des salaires inférieurs pour les emplois les plus pénibles. Après la chute du Mur de Berlin, nous avons distribué dans notre journal *Arbeiterpressekorespondenz* des salutations internationalistes en vietnamien, en portugais, en espagnol, en polonais et en russe à ces travailleurs, et aux soldats soviétiques et à leur famille.

Les staliniens ont toléré de petites bandes de skinheads, ce qui constitue une véritable obscénité. Mais c'est seulement aujourd'hui, sous le capitalisme avec son chômage massif, avec le désespoir, que les fascistes ont une base matérielle pour recruter. En l'absence d'une classe ouvrière déterminée, les fascistes ont la possibilité de passer du stade de nervis de brasserie à celui d'un mouvement de masse enragé.

Il faut mobiliser les ouvriers et les immigrés pour des actions de front unique pour stopper les nazis, actions auxquelles s'intégreront tous les adversaires de la terreur raciste. Pour ce faire, il est nécessaire de forger un parti révolutionnaire armé d'un programme pour organiser la puissance de la classe ouvrière. Nous avons devant nous la tâche d'en finir avec tout ce système capitaliste pourri, pour balayer définitivement le fascisme.

- Traduit de *Workers Vanguard* n° 536

C'est justement parce que nous étions jeunes, armés d'une presse et d'un programme révolutionnaires susceptibles de gagner soutien et sympathie que ces pantins ont poursuivi nos vendeurs avec des insultes ignobles du style « *Gestapo* ». Un travailleur qui était à nos côtés dans la chaîne humaine autour du musée nous a défendus contre les staliniens paniqués et les passants eltsiniens en disant : « *Vous voyez, ce que les staliniens nous ont caché depuis si longtemps, c'est que Trotsky était le camarade de Lénine et un révolutionnaire brillant.* »

Nous sommes alors intervenus sur la nécessité d'organiser la défense des gens qui sont sous la menace de la chasse aux sorcières anticommuniste. Anpilov parlait à propos de la nécessité d'organiser un nouveau parti. L'un de nos camarades soviétiques a fait remarquer combien Anpilov et les autres organisateurs de la manifestation n'avaient, encore une fois, rien fait pour faire venir la classe ouvrière. « *S'ils avaient lancé plusieurs appels pour la construction de la chaîne humaine, le rassemblement compterait non pas quelques centaines, mais plusieurs milliers de participants. Mais ils mobilisent seulement quand ils ont besoin de quelque chose de la part des travailleurs. Ils n'ont rien fait depuis le congrès de juillet.* »

Ainsi, le 21 septembre dernier, dès que nous avons formé notre contingent, levé nos panneaux et commencé à vendre, nous avons été bloqués par un cordon sanitaire de quelques petites vieilles dames staliniennes, jouant des coudes et sifflant entre leurs dents serrées : « *Pas de trotskystes.* » Nous ne leur avons pas permis de nous exclure, en argumentant fortement sur qui sabote la défense du musée Lénine. Nous avons affirmé que nous étions fiers que notre parti ait un programme de défense de l'Union soviétique. Elles ont alors jeté l'éponge et sont parties.

Le trottoir devant le musée Lénine a été pendant trois heures un bazar politique, avec le tout Moscou venant voir le rassemblement. Nous avons vivement attaqué, à ce rassemblement, certains membres du groupe Unité de Moscou qui prétendent être socialistes tout en voulant rester en bons termes avec Pamiat. Nous avons dit : « *Les gens de Pamiat sont fascistes, et le devoir de toute organisation ouvrière est de les écraser !* »

Une autre tentative de nous exclure est

venue d'un grand colosse, qui s'est présenté comme le dirigeant d'Unité et l'organisateur du rassemblement, et a exigé de savoir qui nous avait invités. L'un de nos camarades soviétiques a eu une bonne réplique : « *Le fait que le musée soit en danger est la seule invitation dont nous ayons besoin.* » Finalement, Anpilov est venu en personne accompagné d'un groupe d'individus enragés du Front uni des travailleurs. Il a exigé que notre panneau appelant à la formation d'un parti trotskyste soit retiré. Après quelque discussion, l'un de nos camarades a dit : « *Ecoute, Staline n'a pas réussi, pendant les cinquante dernières années, à condamner au silence les trotskystes, et ce n'est pas maintenant que nous allons nous taire.* » Anpilov est devenu de plus en plus cramoisi en voyant nos panneaux dénonçant l'antisémitisme et le chauvinisme grand-russe, et il est parti furieux.

Le nationalisme et l'antisémitisme, étaient des questions politiques clés. Cela obligeait les gens autour de nous à choisir, sans ambiguïtés, et cela a montré la différence entre notre politique et celle, du vieux fatras des « patriotes ».

Après la manifestation, il y a eu une procession pour déposer des gerbes de fleurs sur la tombe de Lénine. Il doit être noté qu'il y avait dans cette cérémonie une certaine religiosité, qui est elle-même un héritage de la conciliation stalinienne. Il y avait une atmosphère de recueillement et de mysticisme, et une femme s'est même agenouillée devant la tombe de Lénine. Certaines personnes ne pouvaient pas s'empêcher, sur les marches menant à la tombe, de dénoncer la trahison de Gorbatchev.

Après un moment de silence concluant cette cérémonie, la foule a chanté en chœur *l'Internationale*. Dans le silence de la place Rouge, on entendait les voix mêlées des manifestants chanter *l'Internationale* en russe, en anglais et en allemand. Les poings serrés se sont levés avec le refrain final. Une vieille dame, en entendant une camarade américaine chanter en anglais *l'Internationale*, a été tellement émue de voir des camarades étrangers venir défendre Lénine qu'elle l'a embrassée. Les participants ne voulaient pas que ce rassemblement se termine. Ils ont alors repris les trois derniers refrains de *l'Internationale*.

- Traduit de *Workers Vanguard* n° 535

Allemagne : les fruits amers de la réunification capitaliste

Pogrome contre les travailleurs étrangers dans le Quatrième Reich



La Repubblica

A gauche, terroristes nazis arborant le drapeau de guerre du Reich à Berlin. A droite, travailleurs vietnamien et mozambicain à Hoyerswerda, victimes des violences racistes.



Photos Der Spiegel

Berlin, 11 octobre - Après plusieurs mois d'attaques meurtrières perpétrées par des nazis/skinheads contre des immigrés et des réfugiés, c'est un véritable pogrome qui a eu lieu fin septembre dans la ville minière allemande de Hoyerswerda, non loin de la frontière polonaise. Plusieurs jours de suite, des foules menées par les fascistes ont attaqué des foyers de travailleurs immigrés et de demandeurs d'asile. Une vague de terreur raciste a déferlé sur l'Allemagne, atteignant son point culminant le 3 octobre, jour du premier anniversaire de la réunification. Ce « jour de liesse » pour le Quatrième Reich a été l'occasion de plus de vingt-cinq attaques fascistes. A Hünxe, en Rhénanie, deux enfants libanais ont été sérieusement brûlés, et un foyer de demandeurs d'asile a été complètement détruit par le feu. A Krefeld, un ouvrier turc a été poignardé en plein jour devant plusieurs passants.

Ce sont là les fruits amers de la réunification capitaliste. Déjà, en février 1990, nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) écrivaient : « Le SPD [Parti social-démocrate] est aujourd'hui le principal organisateur d'une contre-révolution capitaliste en RDA, tandis que les fascistes vont être lâchés dans les rues comme troupes de première ligne de la réunification. Ils seront les troupes de choc de la réaction quand le Quatrième Reich sera secoué par sa première crise » (Aprekorr n° 21, 1^{er} février 1990).

Ces événements ont été précipités par l'agressif « débat sur le droit d'asile » - en réalité une attaque de tous les partis contre les réfugiés. La récente campagne électorale à Brême a été une « élection pour les expulsions », menée à l'instigation et sous la direction du SPD. Le chef de l'exécutif régional de Brême, le social-démocrate Wedemeier, refuse déjà d'accepter les demandeurs d'asile originaires de Roumanie et de Pologne. Tandis que le SPD attise ainsi les flammes du racisme, les nazis du groupe DVU ont obtenu 6,2% des voix, 1,5% allant par ailleurs au parti fasciste des Republikaner.

Les chrétiens-démocrates veulent supprimer officiellement le droit d'asile inscrit dans la Constitution. Les sociaux-

démocrates veulent le rendre inopérant au moyen de dispositions législatives qui en excluent différentes catégories de demandeurs d'asile, et les Verts réclament des quotas. Le PDS (héritier de l'ex-parti dirigeant stalinien est-allemand) se rallie à ce front populaire raciste en demandant « davantage de flics ». En même temps, le PDS veut « discuter » avec les meurtriers nazis/skinheads. Et il voudrait que le chancelier du Reich Kohl vienne se placer comme « bouclier protecteur » devant les foyers - à l'évidence comme « protection » contre l'image du « mauvais Allemand » ! Les satellites de la social-démocratie sont aussi de la partie : le BSA (groupe pseudo-trotskyste lié au douteux David North) a soutenu lors des élections au Bundestag de décembre dernier le SPD de Lafontaine, tristement célèbre pour avoir fait expulser des Roms et des Cintis (tsiganes), tandis que le petit groupe Arbeitermacht (Pouvoir ouvrier) a soutenu le SPD de Wedemeier à Brême.

Les spartakistes luttent pour des grou-

pes d'autodéfense, basés sur le mouvement ouvrier, pour protéger les foyers. Le 3 octobre, nous sommes intervenus dans des manifestations contre le racisme, à Hambourg et à Berlin, avec notre programme pour des mobilisations ouvrières/immigrées. A Berlin, quand le cortège de 20 000 manifestants est passé devant un foyer de travailleurs vietnamiens, il a été chaleureusement applaudi par ces ouvriers, qui ont distribué des paquets de cigarettes aux manifestants. (De nombreux Vietnamiens, après avoir été chassés de leur emploi en Allemagne de l'Est, se sont trouvés contraints, pour survivre, de vendre des cigarettes dans les rues.)

Pendant la manifestation antifasciste organisée à Hoyerswerda le 29 septembre, le supplément à Spartakist, qui appelait à « écraser la terreur nazie par des mobilisations ouvrières/immigrées », a été bien accueilli par de nombreux résidents de foyers. Plusieurs ouvriers des mines de lignite en ont emporté des paquets pour les distribuer à leurs camarades de travail

et discuter avec eux des mesures à prendre contre les attaques fascistes. Le supplément a été reçu avec enthousiasme dans les foyers où il reste encore des Mozambicains et des Vietnamiens, qui nous ont fait part de leurs inquiétudes pour le 3 octobre. Le combat pour des groupes d'autodéfense ouvriers/immigrés, organisés par les syndicats, contre la terreur des nazis et des skinheads doit être indissolublement lié à un programme pour une lutte de classe unifiée, à l'Est et à l'Ouest, contre le chômage de masse qui est le terreau nourricier des nazis.

Nous reproduisons ci-dessous le supplément à Spartakist du 28 septembre.

Ecrasez la terreur nazie par des mobilisations ouvrières/« immigrées » !

Deux semaines avant l'anniversaire de l'« unité allemande », le 3 octobre, le Quatrième Reich montre son visage hideux. A Hoyerswerda, plusieurs jours durant, des bandes fascistes ont assiégé les foyers immigrés, brisant les vitres et jetant des cocktails Molotov dans les chambres. Tout ceci sous les yeux des voisins, dont certains applaudissaient à ce pogrome. Ces attaques de la peste brune (nazie) ont franchi une nouvelle étape parce que les fascistes trouvent un terrain fertile en RDA, où après la contre-révolution déjà la moitié des travailleurs (ceux qui travaillent en « horaires réduits », les femmes, les plus de 50 ans) sont au chômage et réduits à la misère. Aujourd'hui, les nazis et toute la vieille pourriture raciste remontent des égouts.

Une action déterminée de la classe ouvrière et de ses alliés antifascistes peut stopper les fascistes. A Hoyerswerda, presque tous les étrangers ont maintenant été chassés de la ville. Mais il était possible d'empêcher cela. Hoyerswerda n'est pas une ville nazie mais une ville ouvrière, qui comme le reste de l'ex-RDA, sous le capitalisme, connaît les destructions et le désespoir. L'intervention déterminée de la classe ouvrière pourrait facilement balayer les quelques centaines de déchets humains nazis/skinheads et de

Suite page 6



Spartakist

Le 3 octobre à Berlin, des travailleurs mozambicains rejoignent le cortège de nos camarades du SpAD, derrière la banderole : « Stoppons les nazis par une action de front unique ouvrier ! Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille ! »